

MESSAGES CLÉS À L'INTENTION DES PARTICIPANTS DU SECTEUR – PROTECTION DES CULTURES

ÉLÉMENTS DE DISCUSSION :

Dans le doute, pensez à Établir des liens (pourquoi est-ce important pour VOUS?), à Comparer (que manque-t-il?) et à Résoudre la situation (comment le gouvernement peut-il aider?)

Nous voulons que les parlementaires se souviennent à tout le moins de ce qui suit :

- **Établir des liens** : Dans le secteur des fruits et légumes, des outils de protection des cultures sont essentiels pour assurer la santé et la sécurité globale à long terme des cultures et du système alimentaire canadien.
- **Comparer** : L'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) et le Centre de la lutte antiparasitaire (CLA) ont besoin de ressources essentielles et d'un système de réglementation mis à jour pour pouvoir effectuer des évaluations rigoureuses ainsi que tirer des conclusions fondées sur la science et les données afin de protéger la santé des Canadiens et notre environnement tout en favorisant la compétitivité économique.
- **Résoudre la situation** : Les politiques et les programmes du gouvernement en matière de protection des cultures doivent appuyer l'accès aux marchés et favoriser la viabilité ainsi que la compétitivité économique. Un financement et des ressources essentiels sont nécessaires pour que l'ARLA et le CLA puissent remplir leur mandat, qui consiste à prendre des décisions fondées sur la science et à répondre aux besoins à long terme des producteurs canadiens.

CE QUE NOUS DEMANDONS (*décrit dans la brochure des parlementaires*)

- Accroître d'urgence le budget du CLA de 5 millions de dollars tout en prévoyant des augmentations annuelles appropriées en fonction de l'inflation, pour favoriser la mise en œuvre de nouvelles méthodes d'utilisation de produits antiparasitaires et de stratégies de lutte antiparasitaire, et réduire l'arriéré de recherche causé par la pandémie de COVID-19.
- Accroître le financement essentiel accordé à l'ARLA et à ses initiatives, en particulier la nouvelle approche intégrée en matière de réévaluations.
- Octroyer un financement immédiat à l'ARLA pour qu'elle gère un programme national de surveillance de l'eau pour les résidus de pesticides afin de fournir des données importantes et fiables pour l'évaluation des risques et l'analyse des tendances. Alors que l'Agence canadienne de l'eau est en cours de développement, Environnement et Changement climatique Canada doit collaborer étroitement avec Agriculture et Agroalimentaire Canada et l'ARLA pour répondre aux besoins à long terme des producteurs canadiens.